

Paris, le 6 décembre 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mercosur : les Etats Membres et les députés européens doivent désavouer la Présidente de la Commission européenne !

Alors que les agriculteurs français sont dans la rue pour dénoncer les risques que représente la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur et alors que le nombre de pays européens exprimant leur opposition à cet accord - craignant pour leur secteur agricole - ne fait qu'augmenter, la Présidente de la Commission européenne vient de se réjouir de la conclusion des négociations. Pour la CGB, c'est inacceptable !

En ce qui concerne la filière sucre, cet accord donne au Mercosur des facilités d'importations (droits de douane réduits voire nuls) pour :

- 190 000 tonnes de sucre, soit **la production d'une usine française,**
- 8,2 Mhl d'éthanol : l'équivalent de **toute la production française d'alcool et d'éthanol de betteraves en France.**

Ces deux concessions représentent au moins **50 000 ha de betteraves : 1/8ème des surfaces cultivées en France.** Elles vont tirer vers le bas les prix européens du sucre et de l'éthanol. Aucune mesure miroir ne figure dans cet accord : **les produits importés seront issus de cultures produites avec des produits phytosanitaires interdits dans l'UE (au moins 40 substances actives interdites dans l'UE sont autorisées au Brésil) et n'auront aucune traçabilité alors que de la canne à sucre transgénique est cultivée au Brésil.** Par ailleurs, cet accord n'est d'aucune façon un cadeau fait aux agriculteurs brésiliens, mais plutôt à de grands groupes industriels : ce sont eux qui cultivent, en direct, les deux-tiers de la canne à sucre.

Jean-Philippe Garnot, Secrétaire général de la CGB déclare : « A l'heure où la campagne grogne, pas seulement en France, mais partout dans l'Union européenne, à quoi joue donc la Présidente de la Commission européenne ? Est-ce que nos dirigeants bruxellois réalisent la violence du message qu'ils envoient aux agriculteurs ? Nos coûts de production explosent, nos prix baissent : c'est sur le terrain que l'on attend nos responsables européens, pas à Montevideo pour flatter les exportateurs brésiliens ! »

Franck Sander, Président de la CGB conclut : « Madame von der Leyen sème la colère chez les agriculteurs. Bien que la CGB soutienne pleinement le projet européen, elle n'a d'autre choix que de demander aux Etats-membres et aux députés européens de désavouer la Présidente de la Commission européenne pour rejeter cet accord. »